

**REFECTION, REPARATION ET ENTRETIEN DES  
TOITURES DE BATIMENTS DU SHOM  
(HORS BATIMENTS NEUFS)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE N° 25AC19**

**Numéro de la consultation :** Shom\_25AC19

**Procédure de passation :** Procédure adaptée supérieure à 90 k€ HT conformément aux dispositions de l'article R.2123-1 du code de la commande publique

## Sommaire

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>ALLOTISSEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
5.1	Cadre général.....	4
5.2	Reconduction de l'accord-cadre.....	4
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
8.1	Représentation des parties .....	5
8.1.1	Représentation de l'acheteur .....	5
8.1.2	Représentation du titulaire .....	5
8.2	Condition d'exécution.....	5
8.2.1	Remplacement des intervenants .....	5
8.3	Accès au site.....	6
8.3.1	Accès du personnel étranger.....	6
8.3.2	Accès du personnel français.....	6
8.4	Obligations du titulaire .....	6
8.4.1	Obligation de conseil .....	6
8.4.2	Obligation d'information.....	6
8.4.3	Obligation de confidentialité .....	6
8.5	Délai d'exécution global.....	7
8.5.1	Période de préparation.....	7
8.5.2	Prolongation du délai d'exécution .....	7
8.6	Exécution des travaux.....	7
8.6.1	Constat d'état des lieux.....	7
8.6.2	Implantation des ouvrages.....	7
8.6.2.1	Déclaration d'intention de commencer les travaux .....	7
8.6.2.2	Réalisation de travaux à proximité de réseaux.....	7
8.6.2.3	Ouvrages non repérés .....	7
8.6.3	Préparation, coordination et exécution des travaux .....	7
8.6.4	Organisation – Hygiène et sécurité du chantier. ....	8
8.6.5	Réunions de chantier .....	8
8.6.6	Registre de chantier .....	8
8.6.7	Plan d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détails.....	8
8.6.8	Equipements, matériaux et produits fournis par le titulaire.....	8
8.7	Contrôles et réception des travaux.....	8
8.7.1	Essais et contrôle des ouvrages exécutés .....	8
8.7.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	8
8.7.3	Réception.....	9
8.7.4	Documents fournis après exécution.....	9
8.8	Modalités d'exécution des bons de commande.....	9
8.9	Modalités d'exécution des marchés subséquents .....	10
8.9.1	Documents contractuels des marchés subséquents .....	10
8.9.2	Forme des marchés subséquents.....	10
8.9.3	Durée des marchés subséquents .....	10

8.9.4	Délais d'exécution des marchés subséquents.....	10
8.9.5	Conclusion des marchés subséquents .....	10
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>CONSIDERATIONS SOCIALES.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10 -</b>	<b>CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....</b>	<b>13</b>
10.1	Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	13
10.2	Gestion des déchets.....	13
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>CONFLIT D'INTERET .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>CLAUDE DE REEXAMEN .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 14 -</b>	<b>OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES EN COURS D'EXECUTION.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 15 -</b>	<b>REGIME FINANCIER .....</b>	<b>15</b>
15.1	Monnaie .....	15
15.2	Taux de TVA.....	15
15.3	Forme et contenu des prix.....	15
15.4	Variation des prix de l'accord-cadre .....	16
15.5	Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes .....	16
15.5.1	Avance.....	16
15.5.2	Répartition des paiements .....	17
15.6	Modalités financières .....	17
15.6.1	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	17
15.6.2	Intérêts moratoires.....	17
15.7	Modalités de facturation .....	17
15.7.1	Transmission des factures .....	18
<b>ARTICLE 16 -</b>	<b>PÉNALITÉS .....</b>	<b>18</b>
16.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux .....	18
16.2	Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	18
16.3	Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail .....	18
16.4	Pénalités pour travail dissimulé.....	19
<b>ARTICLE 17 -</b>	<b>RESPONSABILITE ET ASSURANCE .....</b>	<b>19</b>
17.1	Responsabilité.....	19
17.2	Assurance de responsabilité civile .....	19
17.3	Assurance de responsabilité civile décennale.....	19
<b>ARTICLE 18 -</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>20</b>
18.1	Échanges dématérialisés.....	20
18.2	Langue .....	20
18.3	Propriété intellectuelle .....	20
18.4	Sous-traitance .....	20
18.5	Résiliation.....	20
18.6	Différends .....	21
18.7	Litiges et contentieux .....	21
18.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	21
<b>ARTICLE 19 -</b>	<b>DÉROGATIONS .....</b>	<b>24</b>

## **Article 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR**

EPA Shom

Établissement public à caractère administratif

Sous tutelle du ministère des armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest Cedex 2

Siret : 130 003 981 00011

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou un déléguataire habilité.

## **Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre a pour objet des travaux de réfection, de réparation et d'entretien des toitures des bâtiments du Shom à Brest Bergot (hors bâtiments neufs).

L'accord-cadre porte sur des prestations de travaux.

## **Article 3 - ALLOTISSEMENT**

L'accord-cadre n'est pas alloti.

## **Article 4 - FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est composé de 3 postes, comme suit :

- ✓ Poste 1 : maintenance préventive,
- ✓ Poste 2 : maintenance curative,
- ✓ Poste 3 : travaux de réfection de toitures.

Le poste 1 est forfaitaire et démarre à la notification de l'accord-cadre.

Le poste 2 est exécuté par l'émission de bons de commande.

Le poste 3 est exécuté par la conclusion de marchés subséquents.

L'accord-cadre est conclu pour un montant maximum de 500 000 euros HT sur la durée de validité de l'accord-cadre, périodes de reconduction incluses.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## **Article 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

### **5.1 Cadre général**

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

### **5.2 Reconduction de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une première période ferme de 24 mois à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre peut être reconduit de manière tacite, 1 fois pour une période de 24 mois, dans la limite d'une durée maximum de 4 ans à compter de sa date de notification.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la fin de validité de la période en cours, avec un préavis de trois mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commandes conclus continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

## **Article 6 - LIEU D'EXECUTION**

L'ensemble des travaux est exécuté sur le site du Shom situé 13 rue du Chatellier, 29200 Brest.  
Il est précisé que le site du Shom est une enceinte militaire.

## **Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

L'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement incluant le bordereau des prix (BP) dûment complété par le titulaire,
- ✓ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes,
- ✓ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ,
- ✓ l'offre technique du titulaire, dont le mémoire technique ;
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## **Article 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Représentation des parties**

#### **8.1.1 Représentation de l'acheteur**

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **8.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation à l'article 3.4 du CCAG Travaux, dans l'offre du titulaire. Ils correspondent aux profils des intervenants précisés au mémoire technique.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **8.2 Condition d'exécution**

#### **8.2.1 Remplacement des intervenants**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Dans les 15 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

### **8.3 Accès au site**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du site sur lequel vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution.

Il s'engage à respecter les contraintes liées à l'utilisation des locaux de l'acheteur.

#### **8.3.1 Accès du personnel étranger**

L'accès du personnel étranger dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport et un formulaire de contrôle élémentaire renseigné (formulaire vierge transmis par le Shom), a minima deux semaines avant l'intervention.

#### **8.3.2 Accès du personnel français**

L'accès du personnel français dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport ou de la carte nationale d'identité a minima cinq jours ouvrés avant l'intervention

### **8.4 Obligations du titulaire**

#### **8.4.1 Obligation de conseil**

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil auprès de l'acheteur.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### **8.4.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux.

#### **8.4.3 Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

## **8.5 Délai d'exécution global**

Le délai d'exécution global comprend la période de préparation des travaux et l'exécution des travaux.

Les délais d'exécution sont précisés dans le bon de commande ou le marché subséquent, et débutent à la notification du bon de commande ou du marché subséquent.

### **8.5.1 Période de préparation**

En application de l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la période de préparation est de deux mois maximum pour chaque marché subséquent.

### **8.5.2 Prolongation du délai d'exécution**

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le planning contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé, dans les conditions prévues par le CCAG-Travaux.

## **8.6 Exécution des travaux**

### **8.6.1 Constat d'état des lieux**

Un constat peut être fait avant l'exécution d'un bon de commande ou d'un marché subséquent.

### **8.6.2 Implantation des ouvrages**

#### **8.6.2.1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

L'acheteur réalise la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

#### **8.6.2.2. Réalisation de travaux à proximité de réseaux**

Les travaux à proximité des réseaux font l'objet de techniques dites « douces » mentionnées au guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux.

#### **8.6.2.3. Ouvrages non repérés**

Si des ouvrages sont découverts après la signature de l'accord-cadre le titulaire informe par écrit l'acheteur et se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le titulaire de l'accord-cadre prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

En cas de préjudice dûment prouvé par le titulaire, l'acheteur l'indemnise.

### **8.6.3 Préparation, coordination et exécution des travaux**

Il est procédé pendant cette période de préparation aux opérations énoncées ci-après :

#### **8.6.3.1. Par le maître de l'ouvrage**

- ✓ le plan de prévention (établi par le conseiller de prévention SST du Shom),
- ✓ l'autorisation d'accès au site,
- ✓ la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux,
- ✓ les moyens et installations mis à disposition,
- ✓ l'approbation du calendrier détaillé d'exécution,
- ✓ l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation,
- ✓ l'approbation du projet des installations de chantier.

#### 8.6.3.2. Par le titulaire

- ✓ la remise des documents administratifs prévus par l'accord-cadre,
- ✓ la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier,
- ✓ la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier,
- ✓ l'établissement et la présentation au visa de l'acheteur des plans d'exécution, et le cas échéant les notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux.

#### 8.6.4 Organisation – Hygiène et sécurité du chantier.

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

#### 8.6.5 Réunions de chantier

En accord avec le titulaire, les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures fixées par l'acheteur. Les convocations, par mél, sont envoyées au plus tard une semaine avant la réunion de chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraîne l'application de pénalités. L'absence est constituée à partir d'une heure de retard.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

#### 8.6.6 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

#### 8.6.7 Plan d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détails

L'élément de mission EXE est confié au titulaire. Les plans, notes et études sont soumis au visa de l'acheteur.

Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- ✓ aux méthodes de réalisation,
- ✓ aux ouvrages provisoires,
- ✓ aux moyens de chantier.

Les documents sont transmis par voie dématérialisée sous 3 jours.

#### 8.6.8 Equipements, matériaux et produits fournis par le titulaire

Les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à l'approbation de l'acheteur avant leur mise en œuvre.

### **8.7 Contrôles et réception des travaux**

#### 8.7.1 Essais et contrôle des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques de l'accord-cadre, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire de l'accord-cadre et l'acheteur.

#### 8.7.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- ✓ procéder à l'évacuation de ses déblais,
- ✓ nettoyer les installations,
- ✓ réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

### 8.7.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-Travaux, la réception définitive de l'ensemble des travaux prévus à l'accord-cadre interviendra après réception par l'acheteur du DOE. Ce DOE comprend *a minima* les :

- ✓ fiches techniques des matériaux et équipements installés,
- ✓ procès-verbaux des matériaux et équipements installés,
- ✓ plans des ouvrages exécutés,
- ✓ notes de calculs,
- ✓ manuels d'installation et d'utilisation des équipements installés,
- ✓ documents (surtout les guides et notices d'utilisation) qui devront être rédigés en français,
- ✓ procès-verbaux d'essai CSTB, au feu, ...

### 8.7.4 Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les documents doivent être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG-Travaux.

Ces documents sont présentés en 2 exemplaires, 1 reproductible et un dématérialisé.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

## 8.8 Modalités d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification, sauf mention contraire dans le bon de commande.

Chaque bon de commande, et ses éventuelles annexes, précisent notamment :

- ✓ le numéro de l'accord-cadre (25AC19),
- ✓ le numéro du bon de commande,
- ✓ la date d'émission du bon de commande,
- ✓ le code du service exécutant (FACTURES\_FOURNISSEURS),
- ✓ le numéro d'engagement juridique,
- ✓ la désignation et la quantité des prestations commandées,
- ✓ le montant total du bon de commande hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- ✓ le délai d'exécution des prestations,
- ✓ la signature de la personne habilitée à engager la société.

En cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de trois jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel.

Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

## **8.9 Modalités d'exécution des marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont passés lors de la survenance du besoin.

L'acheteur pourra préalablement à la conclusion des marchés subséquents demander au titulaire de l'accord-cadre de compléter son offre. Les compléments apportés, par le titulaire de l'accord-cadre, ne peuvent avoir pour effet de modifier substantiellement son offre initiale ni apporter de modifications substantielles aux termes de l'accord-cadre.

Une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis au titulaire de l'accord-cadre via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Les modalités de remise des offres sont fixées dans la lettre d'invitation.

Le Shom pourra engager des négociations avec le titulaire lors de la passation des marchés subséquents.

Le titulaire devra transmettre un devis fournisseur.

### **8.9.1 Documents contractuels des marchés subséquents**

Les pièces constitutives du marché subséquent sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement du marché subséquent,
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières du marché subséquent,
- ✓ l'accord-cadre n° 25AC19,
- ✓ l'offre technique et financière du titulaire,
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- ✓ toute autre pièce que l'acheteur pourrait exiger lors de la passation des marchés subséquents.

### **8.9.2 Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un marché simple.

### **8.9.3 Durée des marchés subséquents**

La durée des marchés subséquents est précisée dans l'offre.

### **8.9.4 Délais d'exécution des marchés subséquents**

L'exécution des marchés subséquents est précisée dans les documents du marché.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **8.9.5 Conclusion des marchés subséquents**

Les marchés subséquents peuvent être conclus jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 4 mois après la fin de l'accord-cadre.

La dénonciation ou la résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du marché subséquent émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire du marché subséquent est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## Article 9 - CONSIDERATIONS SOCIALES

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112 2 du code de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Cette clause est exigée dans le présent accord-cadre.

Les publics éligibles :

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- ✓ les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- ✓ les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) en recherche d'emploi ou leurs ayants droits,
- ✓ les publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L.5212 13 du Code du travail, orientés en milieu ordinaire,
- ✓ les bénéficiaires d'allocations : allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation de veuvage (AV), allocation transitoire de solidarité,
- ✓ les personnes percevant une pension d'invalidité,
- ✓ les jeunes entre 16 et 25 ans de niveau infra 5 soit d'un niveau inférieur au CAP/BEP,
- ✓ les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- ✓ les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L 5132 4 du code du travail : entreprises d'insertion (EI), entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), association intermédiaire (AI), atelier et chantier d'insertion (ACI),
- ✓ les demandeurs d'emploi senior (plus de 50 ans),
- ✓ les personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée,
- ✓ les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ),
- ✓ -les personnes placées sous main de justice et employées au sein des Services de l'emploi pénitentiaire et des Régies industrielles des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ; d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières, sur avis motivé de Pôle Emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des Missions locales, des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) ou de Cap emploi. Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas suivi par l'un des organismes mentionnés, son éligibilité peut être validée par le facilitateur à la demande de l'acheteur.

L'exigence d'insertion est de :

35 heures (*a minima*) par année d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est libre d'augmenter ce volume horaire.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre au titulaire d'affecter la ou les personnes recruté(es) dans le cadre de l'exécution des clauses d'insertion par l'activité

économique à la réalisation de prestations prévues par les différents marchés. La demande est recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et après accord de l'acheteur.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés ; les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés et à due proportion.

Le titulaire doit réaliser cette action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans le marché, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- ✓ 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion,
- ✓ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés. L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une Association intermédiaire,
- ✓ 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise. Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur pourra être nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'organisme à contacter est le suivant :

DEFIS Emploi Pays de Brest 1 rue Louis Pidoux 29200 Brest Tél. 02 98 42 08 24

[www.DEFISEMPOI.BZH](http://www.DEFISEMPOI.BZH)

Courriel : [c.amberlin@defisemploi.bzh](mailto:c.amberlin@defisemploi.bzh) / [m.lecorre@defisemploi.bzh](mailto:m.lecorre@defisemploi.bzh) / [t.chauviere@defisemploi.bzh](mailto:t.chauviere@defisemploi.bzh)

Dans ce cadre, le facilitateur a pour mission :

- ✓ d'informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale,
- ✓ d'accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences),
- ✓ de mettre en œuvre des actions de formation (pré qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion,
- ✓ d'identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion,
- ✓ d'organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés,
- ✓ -d'informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) concernées par la spécificité du marché,
- ✓ de suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Au moment de l'attribution, l'acheteur, le titulaire et le facilitateur peuvent se rencontrer.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion :

Pour le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, l'acheteur s'appuie sur le facilitateur.

À la demande du facilitateur, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion adressée par le facilitateur, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraînera l'application de pénalités.

En tout état de cause, le prestataire notifie à l'acheteur, tout élément d'information s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé. À l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le projet.

À l'achèvement de l'accord-cadre, le titulaire présente l'attestation du facilitateur, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par l'entreprise.

## **Article 10 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Les mesures mises en œuvre par le titulaire pour réduire l'impact environnemental des prestations sont mentionnées dans son mémoire technique.

### **10.1 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)**

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

### **10.2 Gestion des déchets**

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets par la production de bordereaux de suivi des déchets de chantier indiquant au minimum la nature, le volume et la destination prochaine et finale du déchet.

Les principes suivants sont respectés par le titulaire :

- ✓ tri sélectif des déchets dès leur production,
- ✓ possibilité de stockage provisoire sur site dans des contenants adaptés (benne, poubelle...) ne permettant pas la dispersion des déchets avec le vent,
- ✓ évacuation de tous les déchets vers les filières déterminées en amont et en accord avec le maître d'ouvrage,
- ✓ préférence sur le recyclage plutôt que l'élimination des déchets,
- ✓ aucun brûlage ou enfouissement n'est autorisé.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

## **Article 11 - TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les numéros de téléphone, les adresses électroniques.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données.

Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom ([dpd@shom.fr](mailto:dpd@shom.fr)) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

## **Article 12 - CONFLIT D'INTERET**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **Article 13 - CLAUSE DE REEXAMEN**

En cas d'aléa technique imprévisible, les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront être réexaminées à condition que les deux parties aboutissent à une solution mutuellement acceptable permettant de ne pas altérer l'équilibre financier du marché.

Conformément à l'article 54 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au Shom d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

## **Article 14 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES EN COURS D'EXECUTION**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- ✓ à son adresse ou à son siège social,
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, la carte professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier et doit être présentée aux agents de contrôle.

Le Shom peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du Shom sur le chantier où le salarié exerce son activité.

## **Article 15 - REGIME FINANCIER**

### **15.1 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **15.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **15.3 Forme et contenu des prix**

Les prix figurent dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement, et dans l'offre financière du titulaire pour les marchés subséquents.

Les prix sont réputés inclure :

- ✓ les frais afférents à la réalisation des travaux,
- ✓ les frais de déplacement et les éventuels frais d'hébergement des intervenants,
- ✓ tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✓ l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations,

- ✓ la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des travaux,
- ✓ toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations.

Précisions concernant les pièces de rechange du poste 2 (maintenance curative) non listées au BPU et qui feront l'objet d'une demande de devis :

Le titulaire produit pour la passation de chaque bon de commande concerné, le devis de son fournisseur.

#### **15.4 Variation des prix de l'accord-cadre**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix peuvent être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 9.4.1 du CCAG de référence, les prix sont révisés par l'application de la formule suivante pour les postes 1 et 2 :

$$P = P_o \times (BT50n/BT50o)$$

dans laquelle :

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix fixés dans l'offre du titulaire (mois de remise de l'offre – M0)

BT50n = valeur de l'index INSEE bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état – Base 2010 (Identifiant 001710982) à la date de la demande de révision.

BT50o = valeur de l'index INSEE bâtiment - BT50 - Rénovation - Entretien tous corps d'état – Base 2010 (Identifiant 001710982) en vigueur au mois d'établissement des prix.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710982>

Les prix sont révisés par application au maximum de la formule décrite ci-dessus.

#### **Périodicité de la révision**

En cas de souhait de révision des prix, le titulaire doit fournir 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre, au service des achats du Shom (sg-ach-all@shom.fr) le nouveau barème des prix correspondant à la demande de révision, accompagné des informations nécessaires au contrôle du calcul de la révision (notamment les valeurs et dates des indices). En l'absence de transmission de nouveau bordereau selon ces modalités, les prix restent inchangés pour la période suivante.

Les prix appliqués à un bon de commande sont ceux figurant au bordereau des prix en vigueur au moment de la notification de celui-ci.

Les prix de l'accord-cadre sont fixes entre chaque révision, le prix d'un bon de commande et d'un marché subséquent est ferme et non révisable.

#### **15.5 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes**

##### **15.5.1 Avance**

Le poste 1 ne donne pas lieu à versement d'une avance. Le paiement est effectué à la réception de la prestation.

Pour les postes 2 et 3, en cas de non renoncement du titulaire, le taux de l'avance est de 20 % pour tout bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 20 000 euros HT et dont l'exécution est supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué lors du règlement des prestations.

#### **15.5.2 Répartition des paiements**

Chaque bon de commande ou marché subséquents sera réglé après réception des prestations relatives au bâtiment concerné par le bon de commande ou le marché subséquent.

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des travaux réellement effectués.

Les travaux réellement effectués sont validés par le Shom chaque mois.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

### **15.6 Modalités financières**

#### **15.6.1 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable du Shom 13 rue du Chatellier CS 92803 29228 Brest cedex 2.

#### **15.6.2 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **15.7 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

✓ la date d'émission de la facture,

- ✓ la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- ✓ le code du service exécutant (FACTURES\_FOURNISSEURS),
- ✓ la référence de l'accord-cadre (25AC19),
- ✓ la date d'exécution effective des travaux,
- ✓ le numéro du bon de commande ou du marché subséquent le cas échéant,
- ✓ la quantité et la dénomination précise des produits livrés et travaux réalisés,
- ✓ le numéro d'engagement juridique,
- ✓ le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée.

#### 15.7.1 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée selon le dispositif chorus pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant : FACTURES\_FOURNISSEURS.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

### **Article 16 - PÉNALITÉS**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

#### **16.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de non-respect du calendrier d'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/300 du montant hors taxes du bon de commande ou du marché subséquent.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, les pénalités s'appliquent sans aucun seuil d'exonération pour la globalité de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande ou du marché subséquent.

#### **16.2 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

En cas de retard constaté par le Shom dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard.

#### **16.3 Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail**

Le titulaire et le sous-traitant produit tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7, D.8222-8 et D8254-2 du code du travail :

- ✓ l'attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales,
- ✓ l'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois,
- ✓ les attestations d'assurances professionnelles (responsabilités civile et décennale),
- ✓ la liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire et le sous-traitant sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut une pénalité forfaitaire de 500 euros HT est appliquée par semaine de retard, à compter de la demande de régularisation transmise par le Shom.

#### **16.4 Pénalités pour travail dissimulé**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 500 euros HT par semaine de retard.

Pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il sera fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 2 000 euros HT.

### **Article 17 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

#### **17.1 Responsabilité**

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification de l'accord-cadre, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du Shom, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au Shom

#### **17.2 Assurance de responsabilité civile**

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

#### **17.3 Assurance de responsabilité civile décennale**

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de la notification du présent accord-cadre, le garantissant pour les travaux confiés.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances. Cette attestation doit comporter au minimum les éléments suivants :

- ✓ l'identité de la compagnie d'assurances,
- ✓ les numéros, type et date d'effet du contrat,
- ✓ la période de validité de la police,

- ✓ les garanties accordées et leur montant,
- ✓ la nature des activités garanties.

L'ensemble des garanties doit avoir pris effet dès la signature de l'accord-cadre. À tout moment, sur simple demande de l'acheteur le titulaire doit lui justifier ses assurances et le paiement de ses primes, ainsi que les éventuels sous-traitants et fabricants.

Le titulaire doit signaler à l'acheteur toutes modifications apportées aux contrats en cours (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc.) et faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues.

Le titulaire s'engage de plus, à notifier à l'acheteur tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

## **Article 18 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **18.1 Échanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

### **18.2 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **18.3 Propriété intellectuelle**

Il est fait application des articles 45 à 48 du CCAG-Travaux.

### **18.4 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique. Le paiement direct dès 600 euros TTC s'applique à tous les sous-traitants. Avant transmission de la facture, celle-ci doit être validée du titulaire.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de ladite demande.

### **18.5 Résiliation**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 50 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne perçoit pas une indemnité de résiliation.

#### **18.6 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.

Le médiateur des entreprises peut être saisi par les acteurs économiques tant publics que privés. Les informations sont accessibles sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

#### **18.7 Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

#### **18.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

#### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### **Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- ✓ les coûts d'arrêt des prestations objet du marché,
- ✓ les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution,
- ✓ la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation**

#### **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties

#### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Échanges dématérialisés »).

## Article 19 - DÉROGATIONS

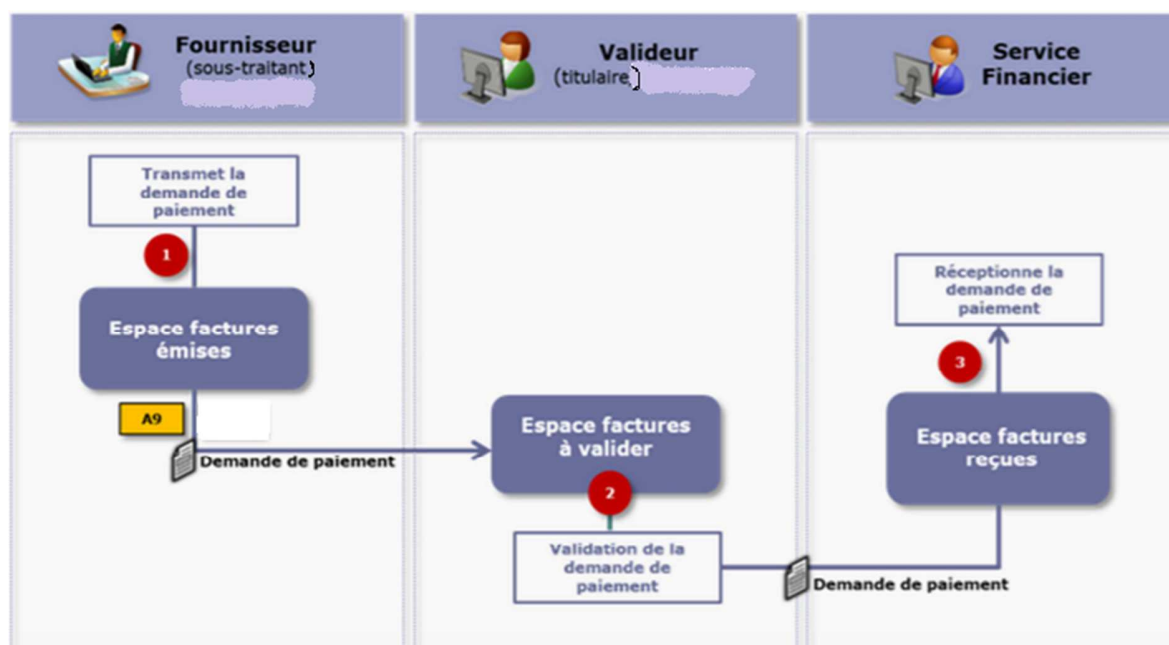
Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
8.1.2	3.4	Représentation du titulaire
8.6.6	28.5	Registre de chantier
8.7.3	41.3	Réception
15.4	9.4.1.	Variation des prix
16.1	19.2.1 et 19.2.3	Pénalités de retard
17.1	8.1.3	Responsabilité et assurance
18.5	50	Résiliation

## ANNEXE – MODALITES DE FACTURATION DE SOUS-TRAITANTS

### 1 – Circuit d'une facture avec validation

Le schéma ci-dessous décrit le processus de validation d'une facture simple de sous-traitance dans CHORUS PRO :



### 2- Description du processus

#### Étape 1 :

En tant que sous-traitant, vous devez transmettre votre demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace « Factures émises ».

Vous identifierez le titulaire dans le champ « Titulaire » et renseignerez les informations demandées.

En tant que sous-traitant vous indiquerez dans le « cadre de facturation » le code A9.

A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.

#### Étape 2 :

Suite au dépôt de votre facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que vous avez émis une facture en qualité de sous-traitant.

#### Étape 3 :

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider votre demande de paiement dans l'espace « Facture à valider » de Chorus Pro.

En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite.

En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au destinataire qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou de rejeter la demande de paiement.

#### Étape 4 :

Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le service financier de la structure publique reçoit dans l'espace « Facture reçues » la demande paiement.

#### Étape 5 :

Le règlement de la facture par le service financier reste inchangé.